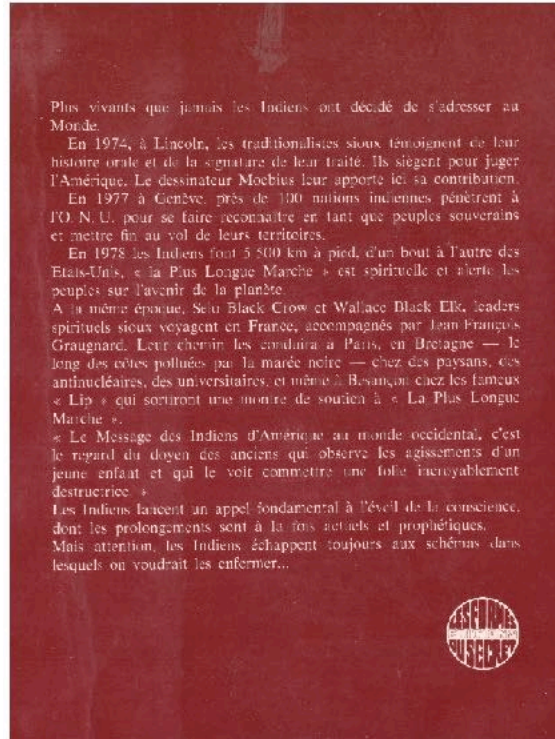
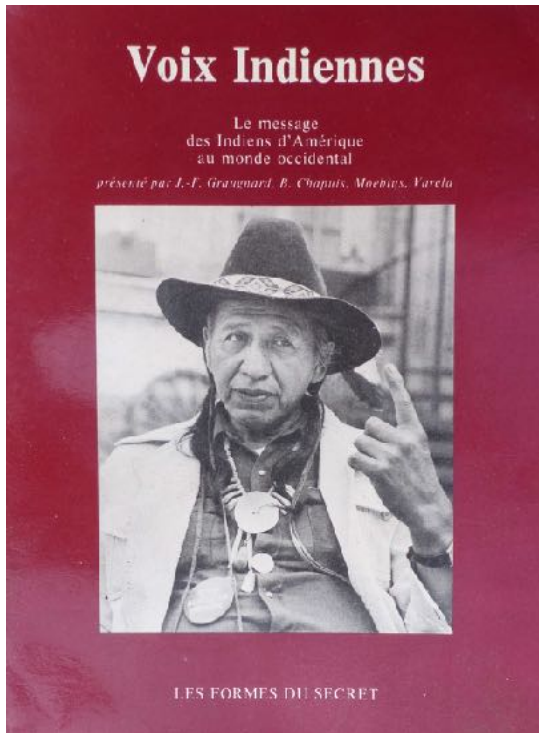


VOIX INDIENNES

Le message des Indiens d'Amérique au monde occidental.

Ed. Les Formes du Secret Paris, 1979. Extrait du livre, pages 117 à 152

Chapitre : Pour un éveil de la Conscience. Conférence à l'O.N.U. Genève 1977.



Septembre 1977 Palais des Nations Unies, Genève. Délégués autochtones à la Conférence internationale contre la discrimination à l'encontre des populations autochtones des Amériques.

Le MESSAGE DES HAU-DE-NO-SAU-NEE AU MONDE OCCIDENTAL

Introduction

Il n'y a pas si longtemps les *Hau-de-no-sau-nee*, ou Six Nations, étaient un peuple puissant, occupant un vaste territoire allant du Vermont à l'Ohio, et aujourd'hui du Québec au Tennessee. Au moment du premier contact avec les Blancs, au début du XVII^e siècle, les *Hau-de-no-sau-nee* habitaient des centaines de villes et de villages à travers ce pays.

Hau-de-no-sau-nee signifie *le peuple qui construit* : c'est le nom exact du peuple de la *Longhouse*. Selon l'histoire originelle, avant l'arrivée des Indo-européens, il y eut une époque où les peuples de la forêt d'Amérique du Nord connurent des conflits et des guerres. C'est à cette époque qu'un homme vint dans le pays apportant des mots et des projets de paix. On devait l'appeler le *Peacemaker*, le Pacificateur.

Le Pacificateur apporta au peuple un message : les êtres humains doivent cesser de se harceler. Il déclara que les humains sont capables de raison, qu'à travers ce pouvoir de la raison tous les hommes désirent la paix et qu'il fallait s'organiser pour rendre la paix possible au sein du peuple qui marche sur la terre. Ce furent les premiers mots qui parlaient de lois : les lois furent faites à l'origine pour empêcher l'oppression d'humains par d'autres humains.

Le Pacificateur voyagea parmi le peuple, allant de nation en nation, recherchant ceux qui voudraient suivre ce chemin de paix, offrant avec elle celui de la raison et du pouvoir. Il séjourna d'abord chez les *Ganienkehaga* - le Peuple de la Pierre de Feu (*Mohawks*) - où il chercha à parler aux membres les plus violents pour leur transmettre son message.

Il voyagea longtemps chez les *Mohawks*; puis chez le Peuple de la Pierre Debout (*Oneidas*), le Peuple des Collines (*Onondagas*), le Peuple du Marais (*Cayugas*) et le Peuple des Grandes Collines (*Senecas*). Par la suite, ces cinq nations furent les premières à accepter l'offre de paix. Elles se réunirent en conseil et, là, établirent les principes de ce qu'on a appelé la *Gayaneshakgowa*, ou la Grande Loi de la Paix.

La puissance de pensée qui émane de ce document est inégalable. Il est presque impossible d'imaginer aujourd'hui les circonstances de sa création. Mais il y a des siècles, un peuple du monde naturel s'est réuni à l'amont d'un lac au centre de la forêt alors vierge et là, il a tenu conseil. Les principes qui en sortirent n'ont été égalés par aucun document politique élaboré depuis : ils dégagèrent une loi qui reconnaissait que la hiérarchie verticale était créatrice de conflits et ils organisèrent leur société de façon éminemment complexe afin d'empêcher le développement interne de la hiérarchie.

Ils examinèrent ensuite leur propre histoire pour chercher les choses qui créent des conflits entre les gens. Ils virent, par exemple, que les peuples se battent parfois pour des territoires de chasse et ils firent une chose curieuse. Ils abolirent l'existence de ces territoires et garantirent la sécurité de quiconque pénétrerait dans le pays des Six Nations. Puis ils instituèrent des lois universelles réglementant la chasse, car la prise du gibier créait parfois des conflits. Au pays des *Hau-de-no-sau-nee*, tous étaient libres, tous avaient droit de protection sous ce que le Pacificateur appelait *le Grand Arbre de la Paix*.

Les principes fondamentaux de la paix visaient plus loin que la simple absence de conflits. Une société organisée qui peut protéger ses gens contre les abus et qui, en même temps, s'emploie à refouler la hiérarchie est une société complexe. Le peuple de la Longhouse chercha à transmettre les principes de paix au-delà des feux du conseil, dans chaque demeure du pays des Hau-de-no-sau-nee. La Grande Loi établissait donc beaucoup plus qu'un code de conduite : elle est le fondement des clans d'aujourd'hui. Elle est au principe de toutes les coutumes : se rassembler, communiquer sur des wampums, désigner des leaders.

Les Hau-de-no-sau-nee apprenaient dès le berceau à leurs enfants à participer à la culture. Les voies du peuple de la Longhouse ont toujours été de nature fortement spirituelle, et il est vrai que le mode de gouvernement, l'économie, tout ce qui appartient aux Hau-de-no-sau-nee a de profondes racines spirituelles.

Les textes qui suivent sont les positions prises par les Hau-de-no-sau-nee à la Conférence Internationale des Nations Indiennes à Genève, en septembre 1977, à l'invitation de Organisations Non Gouvernementales des Nations Unies. Ces organisations avaient demandé des textes décrivant les conditions d'oppression subies par les peuples indigènes, rédigés en trois chapitres, avec l'appui de témoignages oraux lors des commissions. Les Hau-de-no-sau-nee, le conseil traditionaliste des Six Nations à Onon-daga, envoyèrent trois textes qui constituent une rapide analyse de l'histoire Occidentale et qui demandent qu'on prenne conscience de la Trame Sacrée de la Vie dans l'Univers.

Il est probable. que cet appel sera à la fois ignoré et mal compris pendant un certain temps. Mais ces textes constituent un document absolument unique : c'est une déclaration politique qui dénonce devant une institution mondiale la destruction du Monde Naturel et des peuples du Monde Naturel où elle voit le signe le plus évident que les êtres humains sont en danger sur cette planète. C'est un appel à l'éveil de la conscience fondamentale, un appel qui plonge ses racines dans le passé mais dont les prolongements sont ultra-modernes, voire futuristes.

Cette déclaration veut montrer que les humains aujourd'hui s'acharnent les uns sur les autres, qu'ils outragent la planète sur laquelle ils vivent et qu'ils se font même du mal à eux-mêmes. C'est un message, certainement le premier jamais transmis à une institution mondiale, qui dénonce dans ce processus destructeur l'œuvre de la Civilisation Occidentale — envisagée comme un mode de vie tout entier — et qui mesure l'immense complexité qu'une telle déclaration implique.

Ce qui est avancé ici est très audacieux : ce n'est rien d'autre qu'une cosmogonie du monde industrialisé présentée par le groupe non occidental le plus puissant et le plus indépendant politiquement survivant en Amérique du Nord. En un sens, c'est le monde moderne vu par un homme du Pléistocène.

Les érudits, tout comme les lecteurs non avertis, devraient s'interroger sur le sens que peut avoir, à l'âge de la bombe à neutrons, du Watergate et de la prolifération des sites atomiques, une déclaration d'un peuple Indien d'Amérique du Nord. Mais on peut expliquer la pertinence d'une telle déclaration aujourd'hui : la plupart des traditions mondiales ont une origine assez récente. L'Islam a environ 1 500 ans, l'histoire du Christianisme prétend remonter à 2 000 ans et le Judaïsme a environ 2 000 ans de plus que le Christianisme.

Mais les Peuples Originaires peuvent se réclamer d'une tradition qui remonte au moins à la fin du Pléistocène et probablement encore plus loin.

On a des preuves de la présence d'hominidés sur terre qui remontent à au moins deux millions d'années : ces humains qui nous ressemblaient beaucoup ont été repérés dans l'hémisphère Nord dès la seconde période interglaciaire. Les personnes qui connaissent les croyances des *Hau-de-no-sau-nee* conviendront que les coutumes des peuples originaires actuels, comme le prouve la science moderne, ne diffèrent pas fortement de celles que pratiquaient les peuples anciens il y a 70 000 ans. Et d'ailleurs, un Iroquois traditionaliste voudrait-il faire carrière dans l'étude de l'Homme du Pléistocène qu'il se rendrait compte qu'il en sait déjà plus long sur les plus vieux systèmes de croyances que les savants d'aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, la position des *Hau-de-no-sau-nee* vient d'une philosophie qui envisage Le Peuple avec des racines qui plongent dans une histoire vieille de dizaines de milliers d'années. C'est une sorte de perspective géologique, qui voit l'homme moderne comme un nouveau-né, occupant un très court laps de temps dans un spectre incroyablement long. C'est le regard du doyen des vieillards qui observe les agissements d'un jeune enfant et qui le voit commettre une folie incroyablement destructrice. C'est, en un mot, la déclaration de peuples sans âge mais dont l'histoire remonte au commencement des temps. Et ces peuples, cette fois-ci, s'adresse à un monde dont l'existence date à peine de 500 ans et peut-être dans certain cas, d'encore bien moins.

Et c'est, à notre connaissance, la toute première déclaration de ce genre formulée par une nation Originnaire. Ce qui suit n'est pas le résultat des recherches de psychologues, d'historiens ou d'anthropologues. Ces textes sont les premières analyses authentiques du monde moderne jamais consignées par écrit par une institution officielle d'un Peuple Originnaire.



L'entrée des représentants *Hau-de-no-sau-nee* au Palais des Nations Unies.

LA SPIRITUALITÉ LA PLUS HAUTE FORME DE CONSCIENCE POLITIQUE

Le message des Ilau-de-no-sau-nee au monde occidental

Les Hau-de-no-sau-nee, ou Confédération Iroquoise des Six Nations, existent sur cette terre depuis le commencement de la mémoire humaine. Notre culture fait partie des plus anciennes cultures qui aient existé de façon continue dans le monde. Nous nous souvenons encore des premiers actes du comportement humain. Nous nous souvenons des instructions originelles des Créateurs de la Vie en ce lieu que nous appelons Etenoha, Mère Terre. Nous sommes les gardiens spirituels de ce lieu. Nous sommes les Ongwhehonwhe, le Peuple Réel.

Au commencement, on nous a dit que les êtres humains qui marchent sur la terre avaient été pourvus de toutes les choses nécessaires à la vie. On nous a appris à nous porter un amour réciproque et à témoigner un grand respect à tous les êtres de cette Terre. On nous a montré que notre vie existe avec la vie de l'arbre, que notre bien-être dépend du bien-être de la Vie Végétale, que nous sommes les proches parents des êtres à quatre pattes. Pour nous, la conscience spirituelle est la forme la plus élevée de la politique.

Notre politique est un Mode de Vie. Nous pensons que toutes les choses vivantes sont des êtres spirituels. Les esprits peuvent s'exprimer sous forme d'énergie traduite en matière. Un brin d'herbe est une forme d'énergie qui se manifeste en matière : la matière herbe. L'esprit de l'herbe est cette force invisible qui produit les espèces d'herbe, et elle se manifeste à nous sous la forme de l'herbe réelle.

Toutes choses du monde sont des choses réelles, matérielles. La Création est un phénomène vrai, matériel et elle se montre à nous à travers la réalité. L'univers spirituel apparaît alors clairement à l'Homme comme la Création, la Création qui entretient la vie. Nous pensons que l'homme est réel, qu'il est une partie de la Création et que son devoir est d'entretenir la Vie en accord avec les autres êtres. C'est pourquoi nous nous appelons *Ongwhehonwhe* : le Peuple Réel.

Les instructions originelles ordonnent que nous, qui marchons sur la terre, témoignions un grand respect, de l'affection et de la gratitude envers tous les esprits qui créent et entretiennent la Vie. Nous saluons et remercions les nombreux alliés de notre propre existence : le blé, les haricots, les courges, les vents, le soleil. Lorsque les gens cessent de respecter toutes ces nombreuses choses et d'en savoir gré, alors toute vie sera détruite et la vie humaine sur cette planète touchera à sa fin.

Nos racines plongent profondément dans les terres où nous vivons. Nous avons un grand amour pour notre pays, car c'est là le lieu de notre naissance. Le sol est riche des os de milliers de nos générations. Chacun de nous fut créé sur ces terres et il est de notre devoir d'en prendre grand soin, car de ces terres jailliront les futures générations des Ongwhehonwhe. Nous foulons le sol avec un grand respect, car la terre est un lieu très sacré.

Nous ne sommes pas un peuple qui demande ou exige quoi que ce soit des Créateurs de la Vie, au contraire nous saluons et remercions les forces de la Vie d'être toujours en travail. La compréhension que nous avons de notre lien avec toutes les choses vivantes est profonde. Et à ce jour, les territoires que nous possédons encore sont remplis d'arbres, d'animaux et de tous les autres dons de la Création. En ces lieux, nous continuons à recevoir notre nourriture de notre Mère la Terre.

Nous avons vu que tous les peuples de la Terre ne montrent pas le même type de respect pour ce monde et pour ses êtres. Le peuple indo-européen qui a colonisé nos terres a montré très peu de respect pour les choses qui créent et entretiennent la vie. Nous pensons que ces peuples ont cessé de respecter le monde depuis longtemps. Il y a plusieurs milliers d'années, tous les peuples du monde croyaient dans le même Mode de Vie, celui de l'harmonie avec l'univers. Tous vivaient selon les Voies Naturelles.

Il y a environ dix mille ans, des peuples parlant les langues indo-européennes vivaient dans une région connue aujourd'hui sous le nom de *Steppes de Russie*. A cette époque, c'était un peuple du Monde Naturel qui vivait de la terre. Ils avaient développé l'agriculture et on dit qu'ils avaient commencé à domestiquer les animaux. On ne sait pas s'ils furent le premier peuple du monde à pratiquer la domestication des animaux. Il est probable que les nomades qui vivaient de chasse et de cueillette dans cette région ont acheté des animaux aux peuples agriculteurs et adopté une économie basée sur le parbage et l'élevage.

L'élevage et le parbage des animaux marquèrent un profond changement dans la relation des humains avec les autres formes de vie. Ils ont déclenché une des vraies révolutions de l'histoire humaine. Avant l'élevage, les humains dépendaient de la Nature pour les forces de reproduction du monde animal. Avec l'arrivée de l'élevage, les humains se sont mis à assumer des fonctions qui avaient de tout temps été celles des esprits des animaux. Quelque temps après cet avènement, l'histoire enregistre la première apparition de l'organisation sociale appelée *patriarcat*.

La région comprise entre le Tigre et l'Euphrate était, dans les temps anciens, le foyer de différents peuples, dont la plupart parlait la langue sémite. Les peuples sémites furent parmi les premiers au monde à mettre au point les techniques d'irrigation. Ce développement conduisit à la construction des premières villes et ensuite des cités. La maîtrise des eaux, autre forme de la vie spirituelle, marqua une nouvelle façon pour l'homme d'acquiescer une technique qui remplaçait une fonction de la Nature.

A l'intérieur de ces cultures se cristallisa une organisation sociale hiérarchisée. Les anciennes civilisations engendrèrent l'impérialisme, en partie à cause de la nature même des cités. Les cités sont évidemment des concentrations de population. Mais surtout, ce sont des lieux qui doivent importer des régions environnantes tous les besoins matériels nécessaires à une telle concentration. Cela signifie que le Monde Naturel doit être assujéti, vidé de son contenu et exploité dans l'intérêt de la cité. Pour organiser ce processus, le monde sémite développa très tôt des codes de loi. Ils élaborèrent aussi l'idée du monothéisme pour servir de modèle spirituel à leur organisation matérielle et politique.

Une grande partie de l'histoire du monde ancien raconte les combats entre les peuples indo-européens et sémites. Pendant plusieurs millénaires, les deux cultures s'affrontèrent et se mélangèrent. Au cours du second millénaire avant Jésus-Christ, certains Indo-européens, plus précisément les Grecs, ont adopté la pratique de construire des cités, s'engageant ainsi dans le processus qu'ils appelèrent *Civilisation*.

Les deux cultures mirent chacune au point des techniques particulières à leurs civilisations. Les peuples sémites inventèrent des fours qui permirent la fabrication de poteries destinées au commerce et au stockage du surplus. Ces premiers fours évoluèrent ensuite de manière à produire une chaleur suffisante pour fondre les métaux, notamment le cuivre, l'étain et le bronze. Les Indo-européens s'appliquèrent à fondre le fer.

C'est Rome qui hérita de ces deux cultures et qui devint le lieu où s'opéra l'engrenage final. Rome est aussi le véritable lieu de naissance du Christianisme. Le processus qui a abouti à la culture de l'Ouest est historiquement et linguistiquement une culture Semite/Indo-européenne, mais on l'appelle communément la tradition Judéo-Chrétienne.

Le Christianisme était un élément absolument essentiel à l'essor de ce type de technologie. Le Christianisme proclamait un Dieu unique. C'est une religion qui s'imposait en excluant toutes les autres croyances. Les peuples habitant les forêts européennes croyaient aux esprits des forêts, des eaux, des collines et de la terre ; le Christianisme attaqua ces croyances et déspiritualisa concrètement le monde européen. Les peuples Chrétiens, qui possédaient un armement supérieur et qui avaient besoin d'étendre leur domination, furent en mesure de soumettre militairement les peuples tribaux d'Europe.

L'utilisation du fer permit la fabrication d'outils capables d'abattre la forêt, source de charbon de bois servant à faire d'autres outils. Les terres récemment déboisées furent alors labourées par la toute nouvelle charrue en fer qui était, pour la première fois, tirée par des chevaux. Avec cette technique un nombre plus restreint de gens pouvait cultiver une plus grande surface de terre et on pût effectivement déplacer beaucoup d'autres gens pour en faire des soldats ou des paysans sans terre. L'extension de ce procédé inaugura l'Age Féodal et rendit possible par la suite le développement de nouvelles villes et l'accroissement du commerce. Cela marqua aussi le commencement de la fin de la forêt européenne, bien que cette destruction mit longtemps à s'accomplir.

L'extension définitive des villes et le développement simultané des états européens provoqua un élan d'expansion et la recherche de nouveaux marchés qui poussèrent des hommes tels que Colomb à traverser l'Atlantique. Le perfectionnement des bateaux à voiles et des techniques de navigation rendirent inévitable la « découverte » européenne de l'Amérique.

Les Amériques offraient aux Européens un nouveau et vaste champ d'expansion et d'exploitation matérielle. La civilisation européenne a une histoire qui va d'ascension en chute à mesure que ses technologies atteignent leurs limites matérielles et culturelles. Le monde Naturel, n'étant pas infini, a toujours constitué une sorte de contradiction interne à l'expansion occidentale.

Les Européens s'en prirent à chaque aspect de l'Amérique du Nord avec un zèle sans précédent. Les peuples Originaires furent détruits sans pitié : ils constituaient un élément inassimilable pour les civilisations de l'Ouest. Les forêts fournissaient des matériaux pour construire des bateaux plus grands, la terre était intacte et fertile, offrant de nouvelles réserves agricoles, et certaines régions servirent de sources d'esclaves aux envahisseurs victorieux. Au moment de la révolution industrielle, vers le milieu du XIX^e siècle, l'Amérique était déjà en tête dans le domaine des techniques d'extraction.

Les forêts de bois dur du Nord-Est ne furent pas rasées pour faire place à des terres agricoles: elles furent détruites pour produire le charbon de bois nécessaire aux forges et aux fonderies. Vers les années 1890, l'Ouest avait choisi le charbon, combustible fossile, pour produire l'énergie nécessaire à toutes sortes de nouvelles machines qui avaient été mises au point. Pendant la première moitié du xx^e siècle, le pétrole remplaça le charbon comme source d'énergie.

La culture Occidentale a exploité et détruit le Monde Naturel de manière atroce. Plus de 140 espèces d'oiseaux et d'animaux ont été totalement exterminées depuis l'arrivée des Européens aux Amériques, essentiellement parce qu'aux yeux des envahisseurs ils n'avaient aucune utilité. Les forêts ont été rasées, les eaux polluées et les peuples Originaires soumis au génocide. De vastes troupeaux d'herbivores ont été réduits à une simple poignée de bêtes, le bison est en voie d'extinction. La technologie occidentale et les peuples qui l'ont appliquée ont constitué dans toute l'histoire de l'humanité les forces les plus destructrices qu'on puisse imaginer. Aucun désastre naturel n'a jamais détruit autant qu'eux. Même les périodes glaciaires n'ont pas fait autant de victimes.

Mais tout comme les forêts de bois dur, le charbon et le pétrole sont des ressources limitées. Au fur et à mesure que s'avance la seconde moitié du xx^e siècle, les peuples de l'Ouest ont commencé à chercher d'autres formes d'énergie pour donner un nouvel essor à leur technologie. Leurs yeux se sont arrêtés sur l'énergie atomique, une forme de production d'énergie dont les sous-produits sont les substances les plus nocives que l'Homme ait jamais connues.

L'espèce humaine est aujourd'hui confrontée à la question même de sa survie. Le mode de vie connu sous le nom de Civilisation Occidentale s'engage sur un chemin de mort où sa propre culture n'a pas de réponses viables. Confrontés à la réalité de leur propre capacité destructrice, ils ne peuvent qu'aller de l'avant vers des zones de destruction encore plus efficaces. L'apparition du Plutonium sur cette planète est le signe le plus clair que notre espèce est en danger. C'est un signal que la plupart des Occidentaux ont choisi d'ignorer.

L'air est vicié, les eaux empoisonnées, les arbres meurent et les animaux disparaissent. Nous pensons que même les systèmes climatiques sont en train de changer. Notre ancien savoir nous avait prévenu que ces choses arriveraient si l'Homme interférait avec les lois Naturelles. Quand le dernier des Modes de Vie Naturelle aura disparu, tout espoir de survie humaine s'en ira avec lui. Et notre Mode de Vie est en train de disparaître rapidement, victime du processus destructeur.

Les autres déclarations des Hau-de-no-sau-nee exposent notre analyse de la répression économique et juridique. Mais l'essentiel de notre message au monde reste cet appel fondamental à la prise de conscience. La destruction des cultures et des peuples Originaires participe du même processus qui a détruit et continue de détruire la vie sur cette planète. Les techniques et les systèmes sociaux qui ont détruit la vie animale et végétale sont aussi en train de détruire les peuples Naturels. Et ce processus, c'est la Civilisation Occidentale.

Nous savons qu'il y a dans le monde beaucoup de gens qui peuvent rapidement saisir le but de notre message. Mais l'expérience nous a appris qu'il y en a peu qui souhaitent chercher une solution pour avancer vers un vrai changement. Mais s'il doit y avoir un futur pour tous les êtres sur cette planète, il nous faut commencer à chercher les avenues du changement.

Le processus de colonisation et d'impérialisme qui a affecté les Hau-de-no-sau-nee n'est qu'un microcosme du processus qui affecte le Monde. Le système des réserves employé contre notre peuple est le microcosme du système d'exploitation utilisé contre le monde entier. Depuis l'époque de Marco Polo, l'Ouest n'a fait que raffiner un procédé qui a mystifié les peuples de la Terre.

La majeure partie du monde n'a pas ses racines dans la culture ou les traditions occidentales. La majeure partie du monde plonge ses racines dans le Monde Naturel, et c'est le Monde Naturel, avec ses traditions, qui doit prévaloir si nous voulons développer des sociétés réellement libres et égalitaires.

Il est maintenant nécessaire de commencer une analyse critique des processus historiques de l'Ouest, de rechercher la nature réelle de l'origine des conditions d'exploitation et d'oppression que subit l'humanité. Au fur et à mesure que nous discernons ces processus, il nous faudra en même temps réinterpréter cette histoire pour les peuples du monde. Ce sont les peuples de l'Ouest, enfin de compte, qui sont les plus opprimés et les plus exploités. Ils ploient sous le fardeau des siècles de racisme, de sexisme et d'ignorance qui ont rendu ces peuples insensibles à la vraie nature de leurs vies.

Nous devons tous remettre en question, consciemment et continuellement, chaque modèle, chaque programme, chaque procédé que l'Ouest essaie de nous imposer. Dans son livre *La Pédagogie de l'Opprimé*, Paulo Freire écrit qu'il est dans la logique de l'opprimé d'imiter son oppresseur et de chercher par de telles réactions à alléger les conditions d'oppression. Nous devons apprendre à résister à cette réaction à l'oppression.

Il faut que les peuples qui vivent sur cette planète en finissent avec le concept étroit de libération de l'homme et qu'ils commencent à voir que la libération est quelque chose qui doit être étendu à l'ensemble du Monde Naturel. Ce qu'il faut c'est la libération de toutes les choses qui entretiennent la Vie - l'air, les eaux, les arbres - toutes les choses qui entretiennent la trame sacrée de la Vie.

Nous pensons que les peuples Originaires de l'hémisphère Ouest peuvent continuer à contribuer au potentiel de survie de l'espèce humaine. La majorité de nos peuples vit encore selon les traditions qui s'enracinent dans la Terre Mère. Mais il faut aux peuples Originaires un forum où notre voix puisse être entendue. Et il nous faut nous allier avec d'autres peuples du monde qui nous aideront dans notre lutte pour retrouver et conserve nos terres ancestrales et protéger notre Mode de Vie.

Nous savons que c'est une tâche très difficile. Beaucoup d'états nationaux peuvent se sentir menacés par le choix que représentent la protection et la libération des peuples et des cultures du Monde naturel : in mouvement progressiste qui doit être intégré aux options politiques des gens qui cherchent à défendre la dignité de l'Homme. Mais cette option est en train de se renforcer e elle représente une stratégie nécessaire dans l'évolution de la pensée progressiste.

Les peuples Originaires traditionalistes détiennent la clef du renversement de l'engrenage de la Civilisation Occidentale qui promet un avenir inouï de souffrance et de destruction. La spiritualité est la forme la plus élevée de conscience politique. Et nous, peuples Originaires de l'Hémisphère Ouest, faisons partie dans le Monde des détenteurs encore vivants de ce type de conscience. Nous sommes ici pour transmettre ce message.

David Menongye, Hopi de 103 ans (à gauche), Oren Lyons et Lee Lyons, leaders Iroquois avec le Maire de Genève.



MALGRÉ TOUT NOUS CONTINUONS A EXISTER

L'histoire légale des Hau-de-no-sau-nee

Depuis le début des temps humains, les Hau-de-no-sau-nee ont occupé les différents territoires que nous appelons nos terres natales. Ce fut une occupation aussi bien continue qu'organisée. Nous avons depuis longtemps délimité les frontières de notre pays et conservons depuis longtemps la jouissance exclusive des régions comprises entre ces frontières : ces territoires ont constitué la définition économique et culturelle de notre nation.

Les Hau-de-no-sau-nee sont un peuple à part entière, avec ses propres lois et coutumes, ses territoires, son économie et son organisation politique. Bref, les Hau-de-no-sau-nee, ou Six Nations, remplissent toutes les conditions qui définissent une nation.

Notre organisation politique et sociale est une des plus complexes qui soit encore en vigueur dans le monde. Le Conseil des Hau-de-no-sau-nee constitue également un des plus anciens gouvernements qui ait fonctionné sans interruption sur cette planète. Notre société est une des plus complexes au monde. Nos institutions politiques et sociales ont inspiré quelques-unes des institutions et des philosophies politiques les plus essentielles du monde moderne.

Les Hau-de-no-sau-nee sont gouvernés par une constitution connue en Europe sous le nom de Constitution des Six Nations et que nous appelons Gayanashakgowah, ou la Grande Loi de Paix. C'est le plus ancien document du monde encore en vigueur qui ait reconnu ces libertés dont les démocraties occidentales revendiquent depuis peu la propriété : liberté d'expression, liberté de religion et droit des femmes à participer au gouvernement. Le concept de séparation des pouvoirs dans un gouvernement et celui de contrôle et d'équilibre de pouvoir entre gouvernements remontent à notre constitution. Ce sont des idées que les colons blancs ont apprises au contact des peuples originaires d'Amérique du Nord, et en particulier au contact des Hau-de-no-sau-nee.

Les philosophies du monde socialiste, elles aussi, remontent dans une certaine mesure au contact des Européens avec les Hau-de-no-sau-nee. Lewis Henry Morgan a écrit sur la structure économique des Hau-de-no-sau-nee qu'il a qualifié à la fois de communisme et de primitive. Karl Marx a utilisé les observations de Morgan pour son modèle de société post-capitaliste, sans classe. Le monde moderne a été fortement influencé par notre existence.

Il peut paraître étrange que nous soyons là, aujourd'hui, pour affirmer une évidence : nous continuons à exister. Pendant d'innombrables siècles, le fait de notre existence était incontestable pour tous les êtres humains honnêtes, il demeure aujourd'hui encore incontestable. Nous existons depuis des temps immémoriaux. Nous avons toujours géré nos propres affaires depuis nos territoires, selon nos propres lois et coutumes. Conformément à ces lois et coutumes, nous n'avons jamais cédé de plein gré ni nos territoires ni nos libertés. Jamais, dans l'histoire des Hau-de-no-sau-nee, notre Peuple ou notre gouvernement n'a juré obéissance à un souverain européen. C'est dans ce simple fait que reposent l'origine de notre répression en tant que peuple et le but de notre voyage ici, devant la communauté mondiale.

Les problèmes posés par la récente « histoire légale » des Hau-de-no-sau-nee ont commencé bien avant le contact entre Européens et peuples originaires. Cela remonte, au moins, à la montée du système qu'on appelle en Europe le féodalisme : car la seule loi que les pays colonisateurs d'Europe aient jamais reconnue est la loi féodale, fait qu'ils ont masqué pendant des siècles à leur propre peuple aussi bien qu'aux peuples originaires. Ce fait pourtant demeure la réalité essentielle des relations légales qui existent entre les peuples originaires et les sociétés indo-européennes.

La société féodale en Europe apparaît comme le résultat d'un certain nombre de conditions qui ont suivi la chute de l'Empire Romain. Elle était basée sur un système dans lequel les chefs des castes guerrières étaient assez forts pour exiger et extorquer l'inféodation des guerriers. On éleva des centres administratifs, en général des châteaux, autour desquels vivaient des paysans qui étaient habituellement protégés des agressions extérieures par leur « seigneur », le souverain du manoir. Il est probable que l'apparition de techniques nouvelles créa des économies qui rendirent possible, et peut-être même inévitable, la société féodale en Europe.

Le seigneur féodal détenait souvent un pouvoir dictatorial sur ses « sujets », en particulier les paysans. La protection militaire leur était nécessaire à cause de l'état permanent de « dissension » entre les différents seigneurs. Le « peuple pacifique », les paysans, étaient pris entre deux feux. La terre, et tout ce qu'elle portait, animaux, plantes et gens, étaient sous la domination ou autorité du « seigneur » féodal. Ce seigneur exigeait du paysan sa fidélité et une partie de ses récoltes aussi bien que de son travail. Le système féodal a dû être beaucoup plus brutal et humiliant que ne le racontent de nombreuses histoires. Certains seigneurs féodaux exerçaient ce qu'on appelait « le droit à la première nuit », coutume qui donnait au seigneur un droit sur l'épouse du paysan.

Il convient de remarquer qu'avant l'apparition de la féodalité la plupart des peuples agriculteurs d'Europe constituaient divers types de tribus. La féodalité imposa le concept de souveraineté, des souverains dictatoriaux qui imposaient leur loi par la force militaire : c'est ce qui donna naissance à la véritable paysannerie européenne.

La cristallisation du pouvoir exécutif centralisé permet de séparer les sociétés civilisées des sociétés primitives. Peu importe qu'un tel contrôle siège dans un château féodal ou dans les bureaux administratifs des capitales des Etats nationaux. L'apparition de l'état hiérarchique marque le passage de producteurs de nourriture en général à la notion plus spécifique contenue dans le concept de paysannerie. Quand le cultivateur devient dépendant et s'intègre à une société dans laquelle il est assujéti aux exigences de gens appartenant, par définition, à une autre classe que la sienne il devient ce qu'il convient d'appeler un paysan ¹.

La condition du paysan européen au Moyen Age n'était pas enviable. Les paysans n'ont aucun droit, hormis ceux garantis par leur seigneur. Ils ne peuvent posséder la terre comme un peuple. Seul le souverain la détient et possède la souveraineté. Les paysans étaient souvent traités comme des biens : on les achetait, on les vendait, on en héritait avec la terre. C'étaient un peuple dépossédé de sa liberté. A un certain moment de l'histoire, les peuples tribaux d'Europe sont devenus des paysans à travers une combinaison de forces, dont la plus directe était la pression militaire.

Un paysan n'est pas membre d'une véritable communauté de gens. Sa société est incomplète sans la ville ou la cité. C'est le commerce avec la ville, donc une relation économique, qui définit les premières étapes de la paysannerie. Au fur et à mesure que le commerce devient de plus en plus nécessaire, quelles qu'en soient les raisons, l'homme tribal est de moins en moins tribal et de plus en plus paysan. Le processus n'est ni immédiat ni nécessairement absolu, mais il s'accroît avec le degré de dépendance de l'homme tribal ².

1. Eric R. Wolf, *Peasants*, Foundations of Modern Anthropology Series. Englewood Cliffs, New-Jersey, 1966, p. 11. Voir C. S. Relshaw, *Traditional Exchange and Modern Markets, Modernization of Traditional Societies Series*, Englewood Cliffs. New-Jersey, 1965, p53-54.

2. A.L. Kroeber, *Anthropology*, New York, 1948. Voir Redfield, Margaret Park ed. ; *Human Nature and the Study of Society : The Papers of Robert Redfield*, Chicago, 1963, tome I, p. 287.

Dans une large mesure, le processus qui a fait perdre leur liberté aux gens d'Europe était de nature économique. Les châteaux médiévaux étaient des forts militaires et fonctionnaient comme des sortes d'entrepôts, mais ils se développèrent aussi en centres commerciaux et parfois en villes. Aux premiers temps de la féodalité, le travailleur agricole « vendait » sa liberté pour s'assurer la protection contre les agressions militaires. Mais de manière croissante, au cours des siècles, la principale fonction de la ville médiévale devint celle de carrefour marchand. « C'est le marché, sous une forme ou sous une autre, qui a fait éclater les liens sociaux très denses des communautés primitives autarciques en les privant d'une partie des actes humains et en plongeant les gens dans un activité économique de plus en plus indépendante du reste de la vie locale. Le monde local traditionnel et moral, et le monde vaste et impersonnel du marché sont par principe distincts et opposés l'un à l'autre... 3 »

La « découverte » de l'Amérique du Nord a conduit à la transposition des lois et des coutumes médiévales de l'Europe aux Amériques. Les lois médiévales espagnoles différaient évidemment sur certains points des lois médiévales françaises, les deux pays différant encore à cet égard de l'Angleterre, mais il est essentiel de connaître l'Europe médiévale pour analyser l'histoire légale des rapports entre les Hauts-de-Nord et l'Europe, tout comme pour faire n'importe quelle analyse du processus colonisateur. L'Europe médiévale représente la période où la centralisation croissante du pouvoir se consolide entre les mains de familles dirigeantes (rois) qui l'exercent sur de vastes territoires, ce qui est caractéristique de l'expérience nord-américaine. C'est aussi la période du développement et de la croissance des villes européennes en centres de commerce et en sources de pouvoir politique. Les lois européennes, telles qu'on les a appliquées aux Amériques, étaient des lois médiévales.

« Les Européens utilisèrent toutes sortes de moyens pour imposer leur domination, le combat armé n'en était qu'un parmi d'autres. La souveraineté européenne disposait de cinq principes pour s'attribuer la juridiction légitime sur un territoire américain et son peuple : la donation papale, le droit de la première découverte, l'occupation continue, l'auto-assujettissement délibéré des peuples originaires et la conquête armée menée avec succès. La colonie était le moyen de transformer une prétention formelle en réalité effective de gouvernement, et elle était « coloniale » dans les deux sens de ce mot ambigu. Les villages serrés des Européens étaient des colonies au sens où c'était des succursales ou des reproductions de leurs métropoles, et ces villages exerçaient leur pouvoir sur de plus grandes populations originaires dans le sens le plus clair du mot colonialisme 4. »

Dès le début, les envahisseurs européens tentèrent de faire des Indiens leurs sujets. Lorsque le peuple indien résistait, comme dans le cas des Hauts-de-Nord, les Européens s'expliquaient cette résistance comme une inaptitude à la civilisation. Cette inaptitude à la civilisation devint la base du phénomène connu aujourd'hui dans l'Ouest sous le nom de racisme.

Les Européens débarquèrent sur les rivages des Amériques et se les approprièrent aussitôt au nom de leur souverains. Ils essayèrent ensuite, en particulier les Français et les Espagnols, de faire des Indiens des paysans. Les Anglais, eux, avaient déjà fait l'expérience du système des « enclosures » et envoyaient donc pour coloniser l'Amérique du Nord des paysans sans terre poussés par un désespoir enraciné dans leur propre histoire ils commencèrent par chasser violemment les Indiens de leur terre.

Les rouages des systèmes juridiques européens ne prévoyaient - et apparemment ne prévoient toujours pas - aucune reconnaissance des droits des peuples à la terre, autres que ceux des dictateurs et des souverains. Quand les Européens arrivèrent en Amérique du Nord, ils essayèrent tout simplement de faire des leaders indiens leurs vassaux. Lorsque cela échoua, ils recoururent à d'autres moyens. Tout l'effort des pouvoirs européens a constitué à essayer de transformer « ... l'Indien, membre d'une caste inassimilable, en membre d'une classe sociale intégrée aux institutions euro-américaines ».

3. Robert Redfield, *Peasant Society and Culture : An Anthropological Approach to Civilization*, Chicago, 1956, p. 45-46.

4. Francis Jennings, *The Invasion of America : Indians, Colonialism, and the Cant of Conquest*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1976, p. 105.

L'expropriation des peuples originaires par les Européens remplit le chapitre le plus sanglant et le plus violent de l'histoire humaine. Il y eut des actes commis par un peuple apparemment privé de conscience et de règles de conduite. Jusqu'à ce jour, les Etats-Unis et le Canada refusent de reconnaître l'existence des gouvernements légaux des Hau-de-no-sau-nee et d'autres nations originaires : c'est le prolongement de la politique de génocide qui a marqué le processus appelé colonialisme. Confrontés à la preuve acablante du contraire, ces deux gouvernements et les gouvernements d'Amérique latine nient la perpétration du génocide , aussi bien physique que culturel.

Leur raisonnement est ouvertement médiéval et raciste : « ... La civilisation est cette qualité possédée par un peuple à gouvernement civil, un gouvernement civil est un gouvernement de type européen; les Indiens n'avaient pas de gouvernement de type européen, par conséquent les Indiens n'étaient pas civilisés. Un peuple non civilisé vit dans une anarchie farouche ; par conséquent les Indiens n'avaient absolument aucun gouvernement. C'EST POURQUOI les Européens n'ont rien pu faire de mal en apportant un gouvernement et une civilisation à ces pauvres sauvages : ils accomplissaient au contraire une noble mission 5. » Aujourd'hui encore, comme aux temps médiévaux, le gouvernement indo-européen applique une politique de « la force fait le droit ».

Le colonialisme est un processus souvent mal compris et mal interprété. C'est une politique qui a longtemps survécu à l'époque médiévale où elle est née. Beaucoup d'institutions occidentales sont en réalité les institutions coloniales de la culture occidentale. Les églises, par exemple agissent à peu près de la même façon que les seigneurs féodaux. Tout d'abord, elles repèrent le peuple dont elles veulent s'assurer la fidélité pour garantir leur expansion. Elles envoient ensuite un groupe mener une « mission ». Si le groupe réussit, elles deviennent, concrètement, les souverains ou les dictateurs spirituels de ceux dont elles se sont assuré l'allégeance. Il est même possible que ce processus du christianisme organisé soit plus ancien que celui du colonialisme politique décrit ici.

Les multinationales modernes procèdent d'une façon très comparable. Elles repèrent un marché ou une région qui possède les ressources qu'elles convoitent. Puis elles obtiennent un statut, ou toute autre forme d'approbation de la part d'un gouvernement occidental et elles envoient ce qui n'est autre qu'une force colonisatrice dans cette région. Si la pénétration réussit, la zone devient une sorte de colonie économique de la multinationale. Ce sont les mouvements nationalistes locaux qui opposent la plus grande résistance à ce type de pénétration.

En Amérique du Nord, les institutions scolaires opèrent selon le même procédé colonial. Sous légide d'un souverain (l'Etat ou le Bureau des Affaires Indiennes), on installe des écoles pour pénétrer dans la communauté originaire. Le but de l'opération est d'intégrer le peuple originaire à la société au titre de travailleurs ou de consommateurs, la réplique du paysan dans la Société Industrielle. Le souverain ne reconnaît, et pratiquement ne tolère, aucune autre forme de socialisation institutionnelle des jeunes. Comme au temps des châteaux médiévaux, le souverain exige une inféodation absolue. Avec ce singulier système légal, le souverain occidental nie l'existence de ceux dont il ne peut obtenir l'allégeance. Certains deviennent, selon cette logique, illégitimes.

Ce concept d'illégitimité est alors traduit dans la politique officielle du gouvernement. Aux États-Unis, le colonisateur a créé deux catégories de peuples originaires : ceux qui sont reconnus fédéralement et ceux qui ne le sont pas. Ces dernières années, le gouvernement s'est mis à pratiquer une politique de non-reconnaissance d'une entité intitulée « Indiens Urbains ».

Au Canada, il existe quatre définitions légales du peuple originaire. Ils sont répartis entre ceux qui ont un état civil, ceux qui n'en ont pas, les métis et ceux qui ont le droit de vote. Ces deux pays continuent délibérément à parler des « Indiens et Esquimos », comme si les Esquimos étaient à part et ne faisaient pas partie du peuple originaire de l'hémisphère ouest.

5. Jennings, *op. cit.*, p. 127.

Les Etats-Unis et le Canada pratiquent un colonialisme flagrant pour tout ce qui touche aux institutions politiques des peuples originaires. En 1924, le Canada promulgua un nouvel *Indian Act* qui imposait légalement des gouvernements « à système électoral » de type néo-colonial sur les territoires des peuples originaires. Aux Etats-Unis, on atteignit le même but avec le vote, en 1934, de l'*Indian Reorganization Act* (I.R. A.). Ces deux lois permirent d'implanter des colonies politiques obligatoires parmi le peuple originaire. Ces « systèmes électoraux » doivent existence et fidélité aux Etats-Unis et au Canada, et non pas aux peuples originaires. Ce sont, par définition, des colonies qui créent des classes de paysans politiques. Ce ne sont des gouvernements que dans la mesure où une caste sociale extérieure le leur permet. Ce sont, dans la plupart des territoires du peuple originaire, les seules formes de gouvernement reconnues par les colonisateurs.

Les Hau-de-no-sau-nee ont aussi subi les différentes formes de colonialisme des gouvernements occidentaux. Notre premier contact avec un peuple occidental eut lieu en 1609, lors d'une expédition militaire française, commandée par Samuel de Champlain, qui assassina plusieurs Mohawks au bord du lac qui porte maintenant son nom. Plus tard, quand les Hollandais vinrent, le premier traité que nous signâmes avec une puissance euro-péenne fut celui des *Two Rows* où nous avons clarifié notre position : nous sommes un peuple distinct, libre et souverain. Les Hollandais acceptèrent cet accord.

Mais les Nations Européennes n'ont jamais respecté cet accord. Maintes fois la France essaya de conquérir les Hau-de-no-sau-nee. L'Angleterre employa tous les moyens possibles, y compris la coercition, les menaces et la force militaire pour étendre sa souveraineté sur nous. A chaque fois, nous avons résisté.

Les Etats-Unis s'engagèrent dans des traités solennels avec les Hau-de-no-sau-nee, et à chaque fois ils ont bafoué, l'un après l'autre, tous les articles qui garantissaient nos droits en tant que nation séparée. Seuls les points portant sur la cession des terres, souvent frauduleusement obtenus, avaient une valeur aux yeux des tribunaux ou gouvernements des Etats-Unis.

Le mécanisme de colonisation du territoire Hau-de-no-sau-nee existe en fiction légale, dans la Constitution des Etats-Unis. Ce document prétend donner au Congrès le pouvoir de « régler le commerce avec les nations étrangères, entre les différents Etats et avec les tribus indiennes ». Contrairement à tout principe de loi internationale, le Congrès a étendu ce paragraphe à une affirmation de « plein » pouvoir, imposant une autorité absolue sur nos territoires. Cette affirmation a sans cesse été brandie contre notre peuple : nous n'avons pourtant jamais accepté cette dépendance, ni été conquis militairement. Les Hau-de-no-sau-nee ne sont les vassaux d'aucun peuple : nous sommes une nation libre, et n'avons jamais abandonné nos droits de peuple libre.

Depuis leur fondation, les Etats-Unis ont fait régner la terreur dans les territoires Hau-de-no-sau-nee. Des agents coloniaux pénétrèrent dans notre pays entre 1784 et 1842 et retournèrent à Washington avec des traités de cession des terres. Ces traités avaient été frauduleusement obtenus de personnes non habilités à céder nos terres. Le Conseil des Six Nations, la seule instance légitime autorisée à faire des transactions, n'a jamais signé d'accord abandonnant nos terres.

Les Etats-Unis occupèrent ces terres sous des menaces de guerre, bien qu'aucun fait ne justifiait de telles mesures. Quand les Hau-de-no-sau-nee prouvèrent que les traités étaient frauduleux, donc illégaux, de quelque manière qu'on interprète la loi, les tribunaux des Etats-Unis ripostèrent en inventant la « Doctrine de Question Politique » (*Political Question Doctrine*). Cette doctrine affirme fondamentalement que le Congrès ne peut commettre de faute et que les tribunaux ne peuvent contester ses décisions politiques ; ces mêmes tribunaux relèvent pourtant régulièrement, dans d'autres domaines de la loi, certains actes du Congrès comme anticonstitutionnels.

Parce que les Hau-de-no-sau-nee refusaient de vendre leur terre, les Etats-Unis refusèrent tout simplement de reconnaître notre gouvernement. Ils reconnurent par contre ces individus colonisés qui avaient accepté de vendre la terre et dont la loyauté était acquise à Washington. En 1848, les Etats-Unis légalisèrent un « système d'élection » sur les terres des Sénécas, criant ainsi un gouvernement colonial sur le plus grand territoire qui nous restait dans ce qui est appelé par les colonisateurs « l'Etat de New York ».

Alors s'ensuivit une longue liste d'actions, de la part des Etats-Unis pour exterminer les Hau-de-no-sau-nee. Ce furent des traités qui dépossédèrent entièrement les nations Cayuga et Oneida de toute prérogative usuelle sur leurs terres ancestrales. Ce furent des traités comme celui de 1797, qui reconnaissait la vente, par quelques individus, du territoire Kanienkehaka, une région de 9 millions d'acres pour la somme de 1 000 dollars. Ce furent, entre 1821 et 1842, les tentatives de chasser les Hau-de-no-sau-nee des terres appelées par les colons « New York » vers les actuels Wisconsin et Kansas. Ces tentatives réussirent à faire émigrer une partie de notre peuple vers ces régions. En 1851, ils essayèrent de chasser les Sénécas de leurs terres à Tonawanda.

En 1886, la Loi Dawes essaya de morceler les terres Hau-de-no-sau-nee, et n'y réussit qu'en partie. En 1924, les Etats-Unis décrétèrent le *Citizenship Act*, qui voulait donner la citoyenneté américaine à tous les Indiens. Les Hau-de-no-sau-nee rejetèrent vigoureusement l'idée que nous pourrions être citoyens américains. Nous sommes citoyens Hau-de-no-sau-nee. Mais les lois féodales de colonisateurs ont été implacables.

En 1924 également, le Canada envahit militairement nos territoires de Grand River et y imposa un gouvernement colonial. Il répéta cet épisode en 1934, sur nos terres de Thames River, communauté des Oneida.

En 1948 et 1950, le Congrès vota des lois dotant l'Etat de New York d'une juridiction civile et criminelle : les Hau-de-no-sau-nee n'avaient pourtant jamais donné un tel pouvoir légal au Congrès. En 1958, le Congrès promulgua la Loi Publique 88-533, le *Kinzua Dam Act*, qui se traduisit par l'inondation de presque toutes les terres habitables des Sénécas dans les Alleghany, et y détruisit ainsi les communautés et cultures originaires. Cette loi affirmait aussi la fin de la nation Sénéca, un processus qui aurait mis fin au gouvernement colonial, et qui aurait mieux illustré la réalité de la négation de notre existence.

En plus de ces formes légales de colonisation, les Hau-de-no-sau-nee ont subi toutes les autres formes de colonisation imaginables. Les églises, le système scolaire, et toutes formes de pénétration occidentale ont rendu une partie de notre peuple paysans, politiquement et culturellement. Une agression psychologique, économique et spirituelle presque insurmontable des institutions coloniales occidentales a perpétué la négation persistante de notre existence politique.

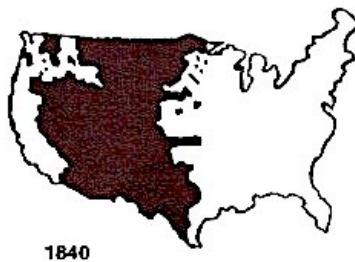
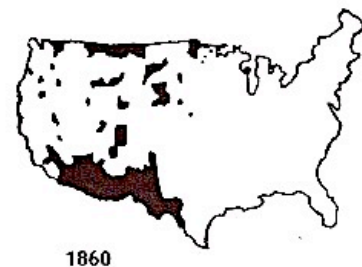
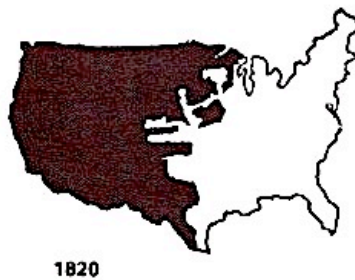
Depuis plus de trois cents ans, notre peuple est soumis à un véritable état de siège. Durant tout ce temps, nous n'avons jamais abandonné notre lutte. Nos stratégies ont forcément changé. Mais notre volonté et notre détermination restent inchangées. Pendant toutes ces années, des historiens européens ont pris en compte les positions des Hau-de-no-sau-nee.

Pendant les années 1920, un de nos leaders, Deskaheh, vint dans cette ville chercher de l'aide pour son peuple. A cette époque, le corps international existant ne représentait pas réellement la communauté mondiale. De nombreuses nations et cultures n'étaient pas reconnues. Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, nous sommes revenus et notre message reste le même.

Nos ancêtres ont suivi avec attention la renaissance de cette institution internationale. En 1949, une délégation de Hau-de-no-sau-nee assistait à la cérémonie d'inauguration de l'immeuble des Nations Unies à New York. En 1974, notre peuple alla en Suède, participer à une conférence internationale sur l'environnement et l'écologie. A travers ces événements, nous avons pris note de changements survenus à l'intérieur de cette institution.

Aujourd'hui, nous voilà à nouveau à Genève, en Suisse. Pour ceux des nôtres qui sont présents, et pour tous les autres qui sont restés chez nous, nous avons assumé la mission de transmettre le combat de notre peuple. Investis par eux, nous portons aujourd'hui les vies de milliers de générations passées et futures. C'est en leur nom que nous demandons aux organisations non gouvernementales de rejoindre notre lutte pour obtenir tous nos droits et la protections des lois internationales et de la Communauté Mondiale.

Terres Indiennes



UNE POLITIQUE D'OPPRESSION AU NOM DE LA DÉMOCRATIE

Histoire économique des Hau-de-no-sau-nee

Les Hau-de-no-sau-nee, peuple de la Longhouse, que les Européens connaissent sous le nom des Six Nations Iroquoises habitent leurs terres depuis des temps immémoriaux. Avant l'arrivée des Européens, on dit que les nôtres étaient un peuple heureux et prospère. Nos terres pourvoyaient abondamment à nos besoins. Notre peuple menait une vie longue, saine et fructueuse. Avant la venue des Européens, nous étions un peuple riche des dons de notre pays. Pendant tout ce temps nous vivions en paix.

Avant l'arrivée des colons, notre peuple vivait de chasse et de cueillette et pratiquait une agriculture non intensive. Notre économie était un mode de vie très sain et les nôtres étaient en parfaite santé, parmi les meilleurs athlètes du monde. Certains, à cette époque, vivaient jusqu'à cent vingt ans et plus, et il n'existait pas de coureurs aussi rapides et endurants que les nôtres.

Nous partageons une culture que nous appelons *OngweHonwekah*. Elle se réfère à un Mode de Vie propre aux Hau-de-no-sau-nee. Il nous est pratiquement impossible de raconter spécifiquement l'histoire économique des Hau-de-no-sau-nee. Comme nous le montrerons, notre économie la façon dont notre peuple gère ses ressources, et la relation entre cette gestion et l'organisation globale de notre société, sont des processus totalement liés. La distribution des vivres dans notre société traditionnelle s'effectuait à travers des institutions que l'on ne peut vraiment comparer aux institutions économiques des autres sociétés. Les Hau-de-no-sau-nee n'ont pas d'institutions économiques spécifiques, comme nous n'avons pas d'institutions politiques distinctes. Ce que les Européens classent dans telle ou telle institution, remplit plutôt chez les Hau-de-no-sau-nee plusieurs fonctions différentes.

Nous étions le peuple d'une Grande Forêt. Cette forêt était source de richesses. On y trouvait de quoi faire d'énormes provisions de bois, ainsi qu'une variété et une abondance presque inimaginable de noix, baies, racines et plantes. En plus de cela, les rivières foisonnaient de poissons, la forêt et ses prairies abondaient de gibier. C'était en fait une sorte d'Utopie, un pays où personne n'avait faim, où les gens vivaient heureux et en bonne santé.

Nos traditions nous permettaient de veiller à ce que notre population n'atteigne pas un nombre qui aurait entravé d'autres formes de vie. Nous avons des règles strictes de conservation. Notre culture est fondée sur le principe de penser constamment au bien-être de sept générations à venir. Notre croyance en ce principe agit comme un frein au développement de pratiques qui pourraient engendrer des souffrances dans l'avenir. A cette fin, notre peuple ne prenait que le nombre d'animaux nécessaire à ses besoins. Jusqu'à l'arrivée des colons, il n'y eut jamais de massacres d'animaux.

Nous sentons que beaucoup de gens seront troublés quand nous disons que nous avons un Mode de Vie et que notre économie ne peut être dissociée des différents aspects de notre culture. Notre économie est différente de celle des peuples occidentaux. Nous croyons que toute chose en ce monde a été créée par ce que la langue anglaise nous oblige à appeler "les êtres spirituels", y compris celui que nous appelons "le Grand créateur". Toutes les choses de ce monde appartiennent au Grand Créateur et aux esprits du monde. Nous croyons aussi que nous devons honorer ces êtres en respect au don de la vie.

Selon nos coutumes, il nous faut donner de nombreuses cérémonies et fêtes que l'on peut au mieux décrire comme des cadeaux. On dit que parmi notre peuple, nos leaders, que les Anglais persistent à appeler *chefs*, sont les plus pauvres d'entre nous. Selon les lois de notre culture, nos leaders sont à la fois des leaders politiques et spirituels. Ils dirigent de nombreuses cérémonies qui demandent la distribution de grande richesse. En tant que leaders spirituels et politiques, ils donnent l'exemple d'une conduite économique. Pour devenir leader politique, il faut devenir leader spirituel, et pour devenir leader spirituel, il faut être extraordinairement généreux en biens matériels.

Nos leaders sont en fait leaders de catégories de familles, de clans. Ces clans familiaux fonctionnent comme des unités économiques dans un Mode de Vie fondé sur un mode de production domestique. Avant que les colons ne viennent, nous avons nos propres moyens de production et de distribution suffisant aux besoins de tous. Nous n'aurions pu autrement exister en tant que nation.

Notre unité économique de base est la famille. Les moyens de distribution, en dehors du simple échange, sont une sorte de tradition spirituelle manifeste dans les fonctions des leaders civiques et religieux dans une structure sociale, religieuse et gouvernementale éminemment complexe.

Les Hau-de-no-sau-nee ne connaissent pas le concept de propriété privée. Ce concept serait une contradiction pour un peuple qui pense que la terre appartient au Créateur. La propriété est une idée qui exclut certaines personnes de l'accès à la terre ou à d'autres moyens de subsistance. Cette idée détruirait notre culture, où chaque individu doit vivre au service des chemins spirituels et du peuple. Cette idée (la propriété) engendrerait l'esclavage. Accepter l'idée de propriété, ce serait accepter des leaders dont le pouvoir favoriserait l'exclusion de gens à l'accès à la propriété, et ils ne rempliraient plus leur rôle de leaders de notre société et de distributeurs de biens.

Avant l'arrivée des colons, nous n'avions pas conscience de la notion de marchandises. Toutes les choses, même celles que nous fabriquions, appartenaient aux Créateurs de la Vie et devaient être restituées, à travers les cérémonies et dans la réalité, à leurs possesseurs. Notre peuple mène une vie simple, non encombrée par les besoins de consommation matérielle effrénée. Leurs besoins étant limités, tous les besoins du peuple étaient facilement satisfaits. Il est également vrai que notre mode de distribution est un processus remarquablement équitable, dans lequel chacun partage en permanence toutes les richesses matérielles.

Notre mode de production domestique a quelques définitions culturellement spécifiques. L'économie de notre peuple requiert une communauté de gens et n'entend pas définir une économie basée sur le noyau familial autosuffisant. Plusieurs économistes modernes estiment que dans la plus grande partie du monde, la cellule familiale isolée ne peut produire assez pour survivre dans un mode de production domestique. De toute façon ce mode particulier de subsistance, d'après notre définition culturelle, n'est pas du tout une économie.

Notre société était riche et personne ne manquait de rien. Tous avaient droit à la nourriture, aux vêtements et à l'abri. Tous partageaient dans la générosité des cérémonies spirituelles du Monde Naturel. Personne n'avait de pouvoir matériel sur personne. Personne ne pouvait refuser à quelqu'un l'accès aux choses dont il avait besoin. En toute chose, avant l'arrivée des colons, notre Mode de Vie était beau et gratifiant.

Les colons arrivèrent avec leurs institutions et leurs stratégies pour détruire le Mode de Vie du peuple de la Longhouse. En 1609, Samuel de Champlain conduisit une expédition militaire qui attaqua un groupe de Mohawks sur le lac appelé aujourd'hui « Lac Champlain ». Champlain recherchait la richesse et était particulièrement intéressé par le commerce des peaux de castors avec les Algonquins de cette région. Il leur fit la démonstration de ses armes à feu, leur faisant voir pour la première fois le pouvoir des fusils.

Champlain et ses nouveaux associés dans ce commerce, pénétrèrent à l'intérieur du territoire Mohawk. Ce détachement militaire rencontra un groupe de deux cents Mohawks. La première salve tua trois hommes, et la seconde créa une telle confusion que les Mohawks battirent en retraite, laissant douze hommes qui furent faits prisonniers.

La période de guerre qui suivit cet incident est connue sous le nom de « Guerre des Castors ». L'introduction du commerce des peaux de castors déclencha inévitablement une longue série de guerres coloniales. Elle provoqua l'escalade de querelles entre peuples voisins, dans une lutte acharnée pour la survie dans les forêts du peuple originaire d'Amérique du Nord.

La pénétration européenne affecta dès le premier contact chaque facette du Mode de Vie Indien. L'économie, la culture, les affaires politiques et militaires du peuple naturel furent totalement altérés. Les nations apprirent que ne pas avoir de fusils signifiait l'anéantissement physique, que ne pas avoir accès au commerce des peaux signifiait ne pas pouvoir acheter de fusils.

Le trafic des peaux de castors et l'acharnement désormais nécessaire introduisirent des facteurs jusque-là inconnus au peuple originaire. Faire du commerce signifiait que les routes sur lesquelles étaient transportées les marchandises devaient être protégées. Le seul moyen possible était que la région entière soit aux mains d'amis. Toute personne susceptible de perturber les voies d'échange devait être pacifiée ou éliminée.

Avec l'introduction des armes à feu, la guerre devint une affaire mortelle. Elle le devint encore plus du fait que la stratégie européenne de pénétration économique était de susciter des guerres entre les peuples indiens et d'en retirer des richesses à négocier. Poussé par la nécessité et pour empêcher son extermination, le peuple de la Longhouse fit le commerce des castors. Les peaux servaient à acheter plus de fusils et de biens qui permettaient à un plus grand nombre d'hommes de chasser plus efficacement le castor. Les marchés de France, de Hollande et d'Angleterre étaient avides de marchandises du « Nouveau Monde ».

Peu de temps après la rencontre du Lac Champlain, les Hau-de-no-sau-nee commencèrent à faire du commerce avec la Hollande qui avait établi des postes le long de la rivière Hudson. Une grande partie de ce commerce était fait d'armes à feu. Les historiens français racontent que le peuple de la Longhouse était très habile dans l'art de la bataille, et rapidement le peuple Algonquin fut battu. Cette défaite fut favorisée parce que les Français n'avaient pas sérieusement tenu leur promesse d'aider les Algonquins.

Le besoin en marchandises européennes, et spécialement en armes à feu devint tel qu'en 1640 le castor se fit rare sur les terres Hau-de-no-sau-nee. La tension née des nouvelles frontières européennes ne cessa d'augmenter. La guerre était également chose courante entre les différents colonisateurs. Les Hau-de-no-sau-nee étaient très conscients de ce qui se passait à l'Est. Les Hollandais, peu après leur arrivée, commencèrent une série de guerres génocides qui se terminèrent par l'anéantissement des Indiens de la vallée de la Lower Hudson River. En Nouvelle Angleterre, la Nation Pequot fut presque exterminée par les colons puritains et anglais.

La connaissance de ces massacres influença beaucoup la politique de défense des Hau-de-no-sau-nee. A l'Est il y avait les Hollandais et les Anglais, dont la présence était nécessaire comme source d'armes à feu. Il y avait pourtant une menace constante de déplacement des frontières vers l'Ouest, à l'intérieur de la Longhouse. Au Nord, il y avait la colonie française qui fournissait des armes aux Indiens de l'Ouest. La France menaçait aussi d'imposer son monopole sur le commerce des castors de plus en plus centré au Nord et à l'Ouest des lacs Erié et Ontario.

La France fit plusieurs tentatives pour envoyer des missionnaires, en particulier des Jésuites, parmi les Nations Hau-de-no-sau-nee. Ces missions étaient le fer de lance de la propagande européenne. Les missionnaires alors, comme aujourd'hui, devaient transmettre plus que le message du Christianisme. Ils sont une sorte d'ambassadeurs de leur culture, séparant les individus des familles, les familles des villages, les villages des nations, un par un. Certains prêtres commandèrent même des troupes allant à la bataille.

Les missionnaires attaquèrent avec persistance les structures économiques du Peuple de la Longhouse. Ils combattirent particulièrement les cérémonies spirituelles *païennes*, cherchant par là à mettre fin à la pratique de la générosité et des fêtes publiques. De plus, ils cherchèrent à briser le pouvoir des clans en créant des divisions qui feraient éclater le peuple en cellules familiales.

Les églises européennes, dans leur pratique coloniale, jouèrent le même rôle féodal que les institutions économiques. Pour le peuple naturel ce sont les agents de destruction les plus dangereux. Ils cherchent invariablement à détruire les liens économiques et spirituels des Indiens avec la forêt, la terre et les animaux. Ils propagent des idées et des techniques qui rendent les gens esclaves du système d'exploitation qui définit le colonialisme.

En 1704, les premiers missionnaires anglicans envoyés par l'Angleterre arrivèrent chez les Mohawks de la Mohawk River. En 1710, une délégation de leaders Mohawks fut invitée à visiter l'Angleterre. Ils en rapportèrent quatre bibles, un livre de prière et un plateau à communion pour la chapelle anglicane, cadeau de la Reine Anne. Mais les missionnaires traînaient derrière eux une très longue suite. Pour se loger, il leur fallait une mission, pour protéger la mission, il leur fallait un fort, et pour propager la foi, il leur fallait une école. Les missionnaires répandirent plus que la parole de Dieu. L'Empire britannique pénétrait rapidement les terres Hau-de-no-sau-nee et il y en avait encore beaucoup d'autres à venir.

Les royaumes belliqueux d'Europe étaient constamment en guerre entre eux. Il y eut trois guerres durant le seul XVIII^e siècle entre la France et l'Angleterre : la Guerre de la Reine Anne (1701 à 1713), la Guerre du Roi Georges (1744 à 1748) et la Guerre Franco-Indienne connue en Europe sous le nom de « Guerre de Succession d'Espagne » (1754 à 1763). Il ressort clairement des chroniques de l'époque que le Peuple de la Long-house resta neutre durant ces conflits; bien qu'il y ait eu parmi les appuis des colonisateurs, des individus en voie d'assimilation tels que les Mohawks anglicisés qui avaient été enrôlés de force comme paysans britanniques.

Si la France échoua dans ses tentatives de pénétration militaire du territoire de la Longhouse, l'Angleterre eut beaucoup plus de succès dans sa colonisation sociale et religieuse de la partie Est de notre territoire. William Johnson était un émigrant irlandais qui devint célèbre pour son influence sur certains Mohawks. En tant qu'agent de la Couronne d'Angleterre, il établit une ambassade servant de base opérationnelle tout près du pays Mohawks. Il prit plusieurs femmes indiennes comme concubines, et il en eut plusieurs enfants, mais il n'en reconnut aucun. Il avait les titres de « Super-intendant Britannique des Affaires Indiennes pour le Département du Nord ». Il est tout à fait reconnu par les historiens européens comme un habile manipulateur d'incidents permettant à la frontière d'avancer. Dans le contexte actuel, Johnson serait ambassadeur dans un pays du tiers monde, exécutant simultanément des opérations diplomatiques, militaires, de renseignements et d'aide au tiers monde.

Pendant son mandat, il établit un avant-poste à partir duquel les immigrants pourraient gagner l'Ouest pour élargir la colonie. Les terres Mohawks, le long des rivières Susquehanna et Mohawks, furent de plus en plus conquises par les colons anglais, dont Johnson lui-même. Au printemps 1765, l'environnement de la Longhouse, jusque-là soigneusement préservé, fut en butte aux fermiers ignorants et destructeurs qui firent fuir les troupeaux de daims.

Il y eut tant de conflits avec les paysans établis, que les Mohawks, qui les avaient si généreusement autorisés à partager leur terre, pensèrent se déplacer vers l'Ouest, vers les territoires Oneida, pour y trouver un peu de paix.

Au printemps 1765, de nombreux Mohawks avaient déjà émigré et vivaient en réfugiés parmi les autres nations.

William Johnson était aux yeux du Roi, un maître dans l'art des relations publiques. D'un côté, il s'excusait du comportement des colons frontaliers et priait les Mohawks d'être patients, et de l'autre côté, il encourageait les colons à s'établir sur les terres Mohawks. Il était capable de se montrer le grand défenseur des intérêts Hau-de-no-sau-nee et par ce biais encourageait le peuple de la Longhouse à chercher une solution à la table des négociations où ils finissaient par céder des terres en échange d'une paix temporaire.

Pendant toute cette période, beaucoup d'autres peuples indiens ont transité sur nos territoires pour trouver un peu de répit face à l'agression coloniale. Loin vers le Sud, en Caroline, les Tuscaroras étaient confrontés à une destruction imminente. Dans leur course pour gagner plus de terres et des avantages économiques, les colons britanniques utilisaient les mêmes méthodes que dans le Nord-Est. En 1713, les Tuscaroras, dépossédés, abandonnèrent leurs terres natales et cherchèrent une protection chez les Hau-de-no-sau-nee. Ils ne furent pas le seul peuple à émigrer : les Delawares, les Tuteloës, les Shawnees, et d'autres s'enfuirent vers les terres iroquoises à la recherche de paix.

La paix ne devait pourtant pas avoir lieu. A l'approche de la révolution américaine, les Hau-de-no-sau-nee firent tout leur possible pour rester neutres. Avec le déclin de la France et la baisse importante du commerce, la bourgeoisie des colonies anglaises convoita de plus en plus les terres de la Longhouse. Notre pouvoir militaire était encore redoutable et nous étions décidés à rester neutres.

Mais la politique de l'Angleterre était d'impliquer les Hau-de-no-sau-nee dans la guerre. Pour atteindre ce but, ils recoururent à la corruption, à la fourberie, à la propagande mensongère et à l'appel affectif.

Malgré tout, les Hau-de-no-sau-nee continuèrent leur politique de neutralité. Les colons et les « loyalistes » pénétrèrent tous deux notre territoire à la recherche de mercenaires. La stratégie loyaliste eut plus de succès. Ils purent envoyer quelques-unes des nôtres se battre contre les colons révoltés.

Le Traité de Ghent, qui mit fin à la guerre, ne comportait aucune clause, du moins écrite, concernant les Nations Indiennes que la Couronne avait solennellement promis de protéger. Les représentants du Peuple de la Longhouse participèrent donc à une rencontre internationale avec les nouvelles fédérations appelées les Etats-Unis d'Amérique, en septembre 1784. Les Etats-Unis demandèrent d'énormes cessions de territoires, particulièrement aux Sénécas. Les guerriers qui avaient été délégués à cette rencontre finirent par signer le traité. Ils n'étaient pourtant pas autorisés à engager les Hau-de-no-sau-nee sans les consulter. Pendant un temps, les termes du traité ne furent pas connus, car les Etats-Unis ne voulaient pas donner une copie du document aux Hau-de-no-sau-nee. Comme de nombreux peuples originaires l'ont appris à leurs dépens, la signature d'un traité et sa ratification sont deux choses différentes, toutes deux étant nécessaires pour que le traité soit validé. Bien que le Congrès des Etats-Unis ratifiait le traité, le conseil législatif des Hau-de-no-sau-nee se réunit à Buffalo Creek et répudia le traité.

De toute façon, pour les États-Unis, les Hau-de-no-sau-nee cessèrent d'exister à partir de 1784, bien que la Longhouse continue d'exister jusqu'à ce jour. Il est évident que toutes les nations continuent à participer au Grand Conseil, le Corps Législatif de la Confédération des Six Nations. Aucune nation de la Ligue ne s'est jamais déclarée séparée de la Confédération. Les Oneidas, dont la prétendue allégeance aux Etats-Unis est fondée sur l'existence de mercenaires oneidas, continuent d'envoyer des délégués au Conseil, et les Tuscaroras restent fermement attachés à la Ligue. Les Onondagas, les Senecas, les Cayugas et les Mohawks maintiennent leur position à l'intérieur de la Ligue. Bien que les Hau-de-no-sau-nee aient été sévèrement ébranlés par l'expansion des Etats-Unis vers l'Ouest, puis par l'encerclement de leurs terres, et par les tentatives d'engloutir leur peuple, malgré cela, la Confédération des Six Nations continue à fonctionner. A vrai dire, elle est de plus en plus forte aujourd'hui.

En prétendant que le gouvernement Hau-de-no-sau-nee n'existait plus, les U. S. A. et l'Angleterre s'emparèrent illégalement des terres Hau-de-no-sau-nee en affirmant tout simplement que ces terres leur appartenaient. Aujourd'hui, le Canada, ancienne colonie de l'Angleterre n'a jamais signé de traité concernant les terres de la Vallée du Saint-Laurent. Mais la vérité demeure et continue de harceler les officiels aujourd'hui encore. Les terres Hau-de-no-sau-nee ne font pas et n'ont jamais fait partie des Etats-Unis ni du Canada. Pour cette raison, les Hau-de-no-sau-nee refusent de reconnaître une frontière tracée à travers leurs terres par un peuple étranger.

La politique de dépossession des peuples originaires d'Amérique du Nord d'abord par les royaumes européens et plus tard par les régimes coloniaux, commença aux tous premiers contacts. Cette dépossession prit différents aspects : les prétendues « guerres justes » étaient une stratégie par laquelle on estimait que les Indiens avaient offensé la Couronne, ce qui justifiait leur élimination par le fer et le feu. Puis vint la période des traités, pendant laquelle les Indiens étaient « amenés » à vendre leurs terres et à émigrer vers l'Ouest. La période des Traités battait son plein au début du XIX siècle. Vers 1815, le gouverneur de l'Etat de New York se démenait pour chasser tous les Indiens de l'Etat « pour leur propre bien ».

Pendant que l'infâme Piste des Larmes déportait les Indiens du Sud-Est vers l'Oklahoma, l'Etat de New York complotait en 1838 un traité destiné à déplacer vers le Kansas les Hau-de-no-sau-nee qui vivaient sur des terres qu'il convoitait. Les Sénécas devaient en être les principales victimes.

Tout comme la politique de liquidation un siècle plus tard, la politique de déportation fut finalement abandonnée à cause de l'indignation qu'elle souleva lors de la déportation des Cheokes en 1832. Durant leur déportation, des milliers de Cherokees, hommes, femmes, enfants et vieillards furent soumis à des conditions qui entraînaient leur mort par le froid, les privations et le manque de soins.

En 1871, le Congrès des Etats-Unis vota une loi selon laquelle on ne signerait plus de traités avec les Nations Indiennes. La politique officielle des Etats-Unis envers les Indiens s'orienta alors vers une nouvelle stratégie. Les rapports du Congrès commencèrent à insister pour que les peuples originaires soient assimilés aussi vite que possible à la société américaine. La politique de l'épée et du fusil commençait simplement à devenir moins populaire pour un pourcentage croissant de la population des Etats-Unis. Le principal obstacle à cette assimilation était, à en croire ses partisans les plus éloquents, l'unité de la terre indienne. La terre indienne était possédée en commun et ceci était perçu comme une pratique non civilisée et non américaine. Les assimilationnistes insistèrent sur le fait que, si chaque famille indienne possédait sa propre ferme, ils pourraient acquérir plus rapidement des traits « civilisés ». Ainsi, la loi Dawes de 1886 ordonna que la terre commune des peuples originaires soit morcelée, ce qui eut pour résultat le transfert de millions d'acres dans des mains européennes.

Il y eut des pressions conséquentes dans la législature de l'Etat de New York pour « civiliser » les Hau-de-no-sau-nee. Pour ce faire, tout vestige de nationalité iroquoise devait être détruit. Telle est l'origine au XIX siècle de la politique d' « éducation » des Indiens visant à les rendre culturellement Européens. On pensait que lorsque l'Indien serait bien européenisé, il ne serait plus distinct ni séparé et qu'il n'y aurait plus de peuple indigène avec ses propres coutumes et sa propre économie. A ce stade, l'Indien pourrait être considéré comme intégré à la Société américaine ou canadienne.

Le net avantage serait de se débarrasser une bonne fois pour toutes du concept de Nations Indiennes et de supprimer ainsi les revendications de ces nations pour leurs terres. Le rapport du Comité Whipple à la législature new-yorkaise en 1888 était clair : « Exterminer la Tribu. »

En 1924, le gouvernement canadien « abolit » le gouvernement Hau-de-no-sau-nee sur le territoire de Grand River. Les territoires Oneida et Akwesasne furent envahis et occupés par les troupes canadiennes qui devaient établir un « système d'élections » néo-colonial au nom de la démocratie. En 1924 également, les U.S. A. promulguèrent une loi déclarant tous les Indiens citoyens des Etats-Unis. La loi de citoyenneté de 1924 était une tentative pour nier l'existence des Nations Originaires ainsi que leur droit à leurs terres. La négation de l'existence des Nations Indiennes est un moyen de légitimer les prétentions des colons sur ces terres. Cette idée est favorisée par l'implantation de gouvernements non indiens et permet de satisfaire le besoin du colon : détruire tout semblant de souveraineté. Quand la Nation Indienne n'existe plus dans son contexte originel, quand elle est moins qu'une nation, alors on peut véritablement prendre ses terres.

Avec la destruction de toute apparence de contexte originel des Nations Indiennes, le Canada et les Etats-Unis peuvent dire que l'intégration est accomplie. Avec ce raisonnement, les deux gouvernements ont entrepris la réalisation de leur « solution finale au problème Indien ».

Les Hau-de-no-sau-nee se sont vigoureusement opposés à la loi de citoyenneté et maintiennent toujours qu'ils ne sont citoyens ni du Canada, ni des Etats-Unis mais qu'ils sont citoyens de leur propre nation dans la Ligue.

Les Termination Acts * des années 1950 s'appliquèrent à déclarer tout simplement que les Nations Indiennes n'existaient plus et à s'approprier leurs terres. Ces lois furent si désastreuses qu'elles provoquèrent une sorte de scandale national. Saint-Regis, le nom européen d'Akwesasne, fut un de nos territoires désigné par le Bureau des Affaires Indiennes (B.I.A.) comme « prêt pour l'intégration ».

Le B. I. A. fonda son choix sur le fait que de nombreux Mohawks avaient acquis quelques-unes des conditions matérielles qui rendaient leur communauté apparemment semblable aux communautés blanches. Pourtant, Akwesasne était et reste en fait très différente des petites villes environnantes.

La politique officielle de liquidation fut abandonnée vers 1960. Mais cette politique n'était qu'un moyen parmi d'autres pour en finir. L'objectif à atteindre est l'exploitation économique d'un peuple et de ses terres. L'appropriation des terres, la négation et la destruction des Nation Indiennes sont des éléments concrets et indéniables du processus de colonisation tel qu'il est appliqué aux Peuples Indiens encerclés par un Etat colonial.

Les moyens pour en arriver là sont les fusils, la maladie, la falsification de l'histoire, l'oppression des missionnaires, l'endoctrinement des professeurs, le plus souvent sous le couvert de loi. Au XX siècle, la prise des terres et la destruction de la culture et de l'économie indiennes obligent les Indiens à devenir des ouvriers, tout comme au XIX siècle les mêmes procédés contraignirent les peuples originaires du Canada et des Etats-Unis à la condition de paysans sans terres.

Les Hau-de-no-sau-nee remplissent depuis plus de trois cent soixante-quinze ans toutes les définitions d'une nation opprimée. Ils ont été en butte aux raids d'extermination de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. Son peuple a été chassé de ses terres, appauvri et persécuté pour ses coutumes. Ils ont été victimes de tractations frauduleuses de la part de trois gouvernements européens qui ont exprimé ouvertement leur intention d'exterminer les Hau-de-no-sau-nee.

Nos enfants ont appris à mépriser leurs ancêtres, leur culture, leur religion et leur économie traditionnelle. Récemment, la nouvelle lubie, cautionnée par le gouvernement, était d'avoir des programmes bilingues et biculturels dans les écoles. Ces programmes ne sont pas une tentative sincère de revivifier la culture Hau-de-no-sau-nee, mais plutôt un nouveau stratagème d'intégration destiné à faire accepter la culture dominante.

Les historiens révisionnistes des U. S. A. et d'Angleterre ont recouvert le passé d'un tissu de mensonges. Le gouvernement national et les gouvernements locaux des Hau-de-no-sau-nee ont été supprimés et usurpés par les autorités coloniales avec la complicité d'Indiens colonisés pour mettre à exécution une politique de répression au nom de la « démocratie ». Génération après génération, les Hau-de-no-sau-nee ont vu l'unité de leur terre, et par conséquent la base de leur économie, se réduire sous les menées expansionnistes des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada.

Le monde apprend par les organes de propagande du gouvernement colonial que les Iroquois sont simplement « victimes de la civilisation et du progrès ». La vérité est qu'ils sont victimes d'un effort conscient et persistant de destruction dirigé contre eux par les gouvernements européens et leurs héritiers en Amérique du Nord. Les Hau-de-no-so-nee ne souffrent pas d'une maladie fatale due à des causes naturelles, ils sont délibérément étranglés à mort par ceux à qui leur mort profite.

* Mot à mot, lois de liquidation (N. d. T.).

Bien que les traités aient souvent été de mauvais marchés pour les Nations Originaires, les Etats-Unis et le Canada préfèrent encore ne pas respecter ceux qui existent, car les reconnaître signifierait la restitution d'une grande partie de la base économique et de la souveraineté des Hau-de-no-sau-nee. Les traités contiennent en puissance la survie et l'indépendance du peuple originaire. Le non-respect des traités est essentiel à l'objectif que les Etats-Unis et le Canada se sont fixé en s'octroyant des droits destinés à un seul but : balayer tout obstacle à l'exploitation de la terre et de ses habitants.

Les nations européennes de l'hémisphère Ouest continuent à faire la guerre aux Hau-de-no-sau-nee. Les armes ont quelque peu changé : on utilise plutôt les programmes d'éducation des Indiens, les travailleurs sociaux, les notables indiens néo-colonialistes et les lois racistes. Si ces méthodes échouent, les fusils sont toujours prêts, comme l'histoire récente l'a montré à Akwesasne et dans le Sud Dakota (Wounded Knee).

La conséquence de ces différentes politiques a été la destruction de la culture et par-là même de l'économie du Peuple de la Longhouse. L'économie traditionnelle a été largement remplacée par l'économie coloniale qui sert les intérêts des multinationales. L'économie coloniale consiste à extraire du Peuple Iroquois des matériaux et du travail au bénéfice des colons. La religion chrétienne, le système scolaire, les systèmes d'élections coloniaux, tout œuvre dans la même direction.

Aujourd'hui, nous sommes un peuple économiquement pauvre. Peu d'entre nous peuvent assumer les cérémonies spirituelles qui sont la base de notre économie. L'économie de l'argent ne convient pas à la véritable économie de notre peuple. Peu d'entre nous participent au Mode de Production Domestique qui définit notre économie traditionnelle. Ceci est entièrement dû au fait que les systèmes scolaires de colonisation ainsi que les tentatives de déculturation plus brutales et systématiques ont mis en place sur nos territoires des gouvernements néo-coloniaux. Sur certaines terres Hau-de-no-sau-nee, les gouvernements du Canada et des Etats-Unis emploient un tiers des travailleurs disponibles, créant ainsi une dépendance économique des leaders potentiels du peuple Hau-de-no-sau-nee et éloignant les gens du Mode de Production Domestique. L'économie traditionnelle est attaquée de toutes parts, tout le reste n'est qu'une économie d'exploitation. L'oppression politique, l'oppression sociale, l'oppression économique ont toutes le même visage. Elles sont les instruments du Génocide en Amérique du Nord.

Le génocide est vivant et bien portant sur le territoire Hau-de-no-sau-nee. Ses techniciens sont à Washington, à Ottawa et à Albany, ses agents contrôlent les écoles, les églises et les bureaux des élus coloniaux établis sur nos territoires. Cette oppression se fait au grand jour, mais les Hau-de-no-sau-nee continuent à se réunir en Conseil et le nombre de ses membres augmente. Les Hau-de-no-sau-nee, peuple de la Longhouse, ont encore une longue histoire à venir. Nous avons développé des stratégies pour résister aux effets des conditions économiques qui sont les nôtres. Mais ces stratégies demandent que nous renforçons nos institutions politiques et sociales. Ceci ne peut être accompli que sur des terres suffisantes à l'intérieur des anciennes limites de nos territoires.

Nous vivons une période dans laquelle nous nous attendons à voir de grands changements dans l'économie des colonisateurs. Les puissances impérialistes du monde semblent rencontrer une résistance victorieuse à leur expansion en Afrique, en Asie et dans d'autres parties du Monde. Nous verrons bientôt la fin d'une économie basée sur l'approvisionnement en pétrole bon marché, en gaz naturel et autres ressources et ceci changera beaucoup la face du Monde.

Pour le moment il y a plus de richesses, plus de marchandises et de facilités, plus d'automatismes qu'il n'en a jamais existé dans l'histoire de l'espèce humaine. Le Monde connaît un âge d'abondance manufacturée. Mais on a rarement dit au peuple le prix en vies humaines et en souffrances que cette abondance a coûté à chacun de nous. Même le peuple nord-américain qui bénéficie apparemment de tous ces « progrès », semble ignorer la destruction qu'il subit. L'Age Moderne, avec ses valeurs de consommation a altéré de manière très profonde la véritable structure d'une société humaine et les conditions de base du Monde Naturel.

La famille moderne est une institution en proie actuellement à beaucoup de tensions. La famille, dans la société occidentale, a subi de grands changements depuis le siècle dernier. Tant que l'occidentalisation du Monde continuera, tous les peuples rencontreront des tensions et des troubles semblables.

Nous, les Hau-de-no-sau-nee, avons des choix très clairs pour l'avenir. Un des choix auquel nous avons été confrontés fut de s'intégrer à la civilisation occidentale ou de perpétuer le Mode de Vie que nos ancêtres nous ont légué. Nous avons exposé notre analyse de l'histoire des événements qui ont engendré les conditions actuelles. Nous avons choisi de rester Hau-de-no-sau-nee et, à l'intérieur de notre Mode de Vie, de tracer un chemin de libération pour nous-mêmes et les générations futures.

Notre processus de libération ne se limite pas à nous en tant qu'êtres humains, mais inclut les autres formes de vie qui coexistent avec nous et qui sont opprimées comme nous. La libération du Monde Naturel est entreprise dans les conditions les plus difficiles. Le peuple qui nous harcèle semble être résolu à se détruire lui-même en même temps que toute chose vivante.

Pendant ces quatre derniers siècles, les Hau-de-no-sau-nee ont exercé une grande influence sur les vies de millions de gens. Les Théories de démocratie et de société sans classe se sont développées à partir d'interprétations qui ne correspondent pas à la véritable nature de ces idéaux. Cette Conférence peut être l'occasion de faire évoluer ces concepts vers des définitions plus réelles.

Sur nos terres, notre peuple continue à se battre et à développer des stratégies de survie. En pays Mohawks, notre peuple a réoccupé les terres pour y faire revivre notre culture et notre économie. Cette occupation, appelée *Ganienkeh*, dure avec succès depuis plus de trois ans. Le Peuple Oneida a engagé une bataille juridique, depuis plusieurs années pour retrouver les 265 000 acres volés vers 1700. Les Cayugas ont entrepris une lutte pour regagner les 100 000 acres pris à la même époque que les terres Oneidas. Les Onondagas et les Tuscaroras ne cessent de se battre pour obtenir le contrôle de l'éducation donnée à leurs enfants. Les Sénécas ont été contraints à lutter pour protéger les derniers morceaux de leur terre qui sont encore sous un gouvernement traditionnel : les terres de Tonawanda. Chaque jour de notre vie est une lutte contre une forme ou une autre d'intrusion de l'Etat de New York, du gouvernement des Etats-Unis ou du Canada.

Si nous devons continuer à survivre, nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale. Nous avons besoin d'un certain soutien extérieur pour apporter une stabilité à la situation de notre peuple. Nous avons trop souvent appris, que ce qui est une bonne loi aujourd'hui peut rapidement devenir une mauvaise loi. Le Canada et les Etats-Unis nous ont enseigné que leurs systèmes juridiques font partie de rouages politiques qui oppriment notre peuple.

Nous sommes des nations dans tous les sens du terme. Nous n'avons pu obtenir un semblant de justice devant les tribunaux des Etats-Unis ou du Canada et nous subissons de grandes injustices légales qui ont des conséquences économiques et sociales terribles pour notre peuple. La plupart de nos problèmes juridiques concernent la terre, la souveraineté sur la terre : la terre est le fondement de notre économie. Nous venons chercher en ces lieux nos droits selon la loi internationale.

Enfin, nous demandons une assistance économique sous la forme d'aide financière et d'assistance technique. Nous savons qu'il y a ici plusieurs personnalités internationales qui ont des compétences techniques et qui savent que le développement doit se faire dans le contexte de culture spécifique. Notre cas est du ressort des délibérations du Comité de Décolonisation des Nations Unies. Nous sommes engagés dans une lutte pour décoloniser nos terres et nos vies, mais nous ne pouvons accomplir cette lutte seuls et sans aide.

Depuis des siècles, nous savons que toute action individuelle crée des conditions et des situations qui affectent le Monde. Depuis des siècles, nous avons pris soin d'éviter toute action qui n'offrait pas à long terme la perspective de promouvoir l'harmonie et la paix dans le Monde. Dans ce contexte, avec nos frères et nos sœurs de l'hémisphère Ouest, nous avons voyagé jusqu'ici pour parler de ces problèmes importants avec les autres membres de la famille de l'Homme.